



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 29– 14 Septembre 2021

En bref

Récupération graduelle du secteur touristique mexicain. Selon les chiffres de l'institut national de statistiques et de géographie (l'Inegi), le Mexique a enregistré 17,3 M arrivées au cours des sept premiers mois de l'année, soit 8,9 M de voyageurs en moins (-34%) qu'à la même période en 2019. Cependant, ce chiffre est en hausse de 20 % par rapport à la même période en 2020 illustrant la reprise du secteur. Les dépenses des touristes étrangers ont quant à elles augmenté de 6,2 % en juillet par rapport au même mois de 2019, de 479 USD à 626 USD.

LE CHIFFRE À RETENIR

+20%

Arrivées touristiques au premier semestre de l'année par rapport à la même période en 2020

Zoom sur la facilité à faire des affaires en Amérique centrale

Selon le Global Corporate Complexity Index 2021, El Salvador se place au 9^e rang mondial (sur 77) des pays offrant le cadre le plus facile pour faire des affaires. Le Costa Rica se place à l'inverse, 9^{ème} pays le plus complexe pour les entreprises. Suivent le Nicaragua (14^{ème}), le Panama (25^{ème}), le Honduras (31^{ème}) et le Guatemala (36^{ème}) dans la liste des pays offrant les conditions les moins attrayantes pour faire des affaires. Ce classement, établi par le groupe néerlandais-britannique TMF, prend en compte le niveau de bureaucratie, les changements de législation et le niveau de transparence exigé par le gouvernement pour les entreprises. Six des 10 pays les plus « complexes » pour faire des affaires se situent en Amérique latine. Ce classement, mettant en avant des pays comme les Îles Caïmans, les Îles vierges britanniques et Curaçao comme pays attractifs doit cependant être lu sous le prisme de l'optimisation fiscale.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 1^{er} septembre, le Mexique enregistrait 267 969 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 0,96 % en une semaine. 3 516 043 cas confirmés ont été enregistrés (+ 1,47 % en une semaine). Au 13 septembre 2021, 46,96 % de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

Les pensions représentent une partie croissante du budget mexicain. En 2022, le ministère des finances allouera 16,5 % du budget total au paiement des retraites, ce qui représentera 58,95 Mds USD. Dans le projet de loi des finances pour l'exercice 2022, le Trésor mexicain (Hacienda) prévoit une hausse de 10% g.a des dépenses de retraites. Le paiement des pensions représente désormais 5,2% du PIB mexicain et selon le centre de réflexion mexicain CIEP, le paiement des retraites va continuer à exercer une pression sur le budget fédéral au cours des prochaines années.

Le ministère d'Hacienda (Trésor mexicain) a acquis 7,21 Mds USD de réserves internationales à la Banque centrale du Mexique (Banxico). Ainsi, les réserves internationales de Banxico ont atteint 198,5 Mds USD. Le mois dernier, le Mexique avait reçu 12 Mds USD du Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre des droits de tirage spéciaux (DTS) récemment émis, ce qui avait porté les réserves internationales de Banxico à un niveau record de 205,6 Mds USD. Le président Andrés Manuel Lopez Obrador a

montré son intérêt pour utiliser les ressources du FMI pour le remboursement de la dette publique. Banxico, a précisé que le gouvernement ne peut se procurer de ces fonds que s'il les achète auprès de l'autorité monétaire. Les experts prévoient que ces fonds soient utilisés pour racheter la dette du gouvernement fédéral ou de Pemex sur les marchés internationaux. Les experts estiment également qu'il est probable que le gouvernement réalise ultérieurement une autre opération avec Banxico pour les 4 Mds USD restants.

3 ECONOMIE

L'économie mexicaine devrait retrouver le niveau de PIB d'avant crise d'ici 2022. Le ministre des finances M. Ramirez de la O a réaffirmé devant le Sénat la reprise économique du Mexique. Le PIB mexicain a atteint au deuxième trimestre de 2021 près de 97,9% du niveau observé au quatrième trimestre de 2019, soit le quatrième trimestre consécutif de reprise de l'activité. Depuis le début de la pandémie le Mexique avait enregistré une perte de 13,6 M d'emplois en raison des mesures de restrictions de l'activité. Cependant, le Mexique a récupéré 100% des emplois perdus au cours de la pandémie en septembre 2021. Le ministre des finances a souligné que la consommation privée et l'investissement représentent 80 % du PIB et expliquent en grande partie la reprise économique observée à partir du second semestre 2020. La consommation privée a enregistré une croissance annuelle de 7,9 % g.a au premier semestre de l'année, soutenue par l'évolution positive de l'emploi, des salaires, des transferts de fonds et des aides sociales. L'investissement privé continue de se redresser avec une croissance annuelle de 11,1 %. Les États axés sur l'industrie manufacturière et les

exportations, comme Aguascalientes, Baja California, Chihuahua et Zacatecas, ont retrouvé leur niveau d'activité économique d'avant la pandémie au premier trimestre 2021.

Le Mexique chute pour la troisième année consécutive dans l'indice de compétitivité IMCO. Le Mexique fait partie des 10 pays les moins compétitifs, avec le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Argentine et l'Inde, entre autres. La santé, l'énergie et la connectivité sont les points faibles du Mexique en termes de compétitivité, ce qui l'a fait perdre deux places dans le classement de l'indice de compétitivité internationale 2021 de l'Institut mexicain de la compétitivité (IMCO). Le pays est classé 37 sur 43 pays évalués. Ses partenaires commerciaux TMEC, les États-Unis et le Canada, sont classés respectivement au 16^{ème} et 14^{ème} rang. C'est la troisième année consécutive que le Mexique recule dans le classement. En 2018, le pays était classée 31^{ème} puis 32^{ème} en 2019. La Norvège, le Danemark et la Suisse sont les trois pays les plus compétitifs selon l'indice IMCO parmi 43 pays évalués sur la base de 10 sous-indices et 85 indicateurs dans lesquels le score est divisé en six groupes de compétitivité : élevé, adéquat, moyen-élevé, moyen-faible, faible, faible et très faible. En outre, le déclin des investissements directs étrangers (IDE) nets et la baisse de l'indice de liberté du commerce ont affecté l'attractivité du pays.

Près de 620 000 nouvelles entreprises au Mexique ont été créées au cours de la dernière année. Entre août 2020 et 2021, 620 000 nouvelles entreprises ont été créées, cependant, 1 M d'entreprises ont disparu, soit un déficit de 380 000 entreprises. Face aux critiques au gouvernement concernant le soutien fiscal au cours de la pandémie, le ministre des finances souligne que le soutien réel était plus fort de ce qui a été estimé par le FMI (0,7 % du PIB). Toutefois, le Fonds ne tient pas compte des 3,4 Mds USD dépensés par le gouvernement en 2020 pour l'achat de vaccins et en protection sociale pour faire face à la crise sanitaire et 1,6 Md USD additionnels dans des dépenses d'infrastructures.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 14/09/2021
Bourse (IPC)	+0,6%	+41,07%	51 815,17 points
Taux de change USD/MXN	-0,15%	-5,83%	19,91
Taux de change EUR/MXN	-0,26%	-6,02%	23,50
Prix du baril mexicain	+3%	+88,96%	66,42

3 ENTREPRISES

Amérique centrale

1. Régional

La SICA entame son troisième mois sans Secrétaire général, ternissant l'image de l'institution régionale alors que les pays fêtent le bicentenaire de l'indépendance régionale cette semaine. Principal figure de l'organisation régionale, le Secrétaire régional est nommé selon une procédure de rotation des pays donnant au Nicaragua pour la période 2021-2024 le choix des candidats. Trois noms ont été proposés par le pays dont la Ministre de l'intérieur Maria Amelia Coronel ou le membre nicaraguayen du Parlement centraméricain Orlando Tardencilla. Les Etats membres n'avaient pas réussi à élire leur représentant lors de la dernière réunion en juin remettant notamment en question le rôle du Nicaragua dans la région.

1. Costa Rica

Le secteur privé génère près de 86% des emplois du pays. Le Président de la Chambre des Industries costaricien, souligne qu'il existe un secteur privé robuste en termes de promotion de l'emploi, de productivité et compétitivité. On compte au Costa Rica, plus de 4000 entreprises du secteur industriel contribuent à la sécurité sociale et 1600

entreprises industrielles exportent leurs produits dans le monde.

L'activité économique costaricienne continue de montrer des signes de récupération. En juillet, l'Indice mensuel de l'activité économique reflétait une croissance interannuelle de 10%, soit la croissance la plus élevée depuis septembre 1992. En ce qui concerne les activités dont la production a retrouvé ou dépassé le niveau pré-pandémique, se démarquent les industries manufacturières (+17,2%), les services d'information et de communication, l'activité agricole (+5,4%), les services professionnels et administratifs, commerciaux, financiers, d'électricité et d'eau (+10,9%), ainsi que l'industrie des mines et carrières et activités éducatives et sanitaires.

La Chambre de Commerce costaricienne toujours sans réponse de la part du Gouvernement au sujet d'une demande de baisse des impôts sur le transport maritime. Les acteurs du commerce international s'inquiètent de l'augmentation des coûts du transport maritime, qui se répercutent sur le marché national. La baisse des taxes sur le transport maritime permettrait notamment 1/ de baisser le prix des marchandises, et ainsi d'augmenter les échanges commerciaux, 2/ de favoriser les investissements des entreprises costariciennes exportatrices et 3/ d'augmenter les besoins en capital humain.



2. Guatemala

Face à la vague épidémique sans précédent auquel fait face le pays et suite au rejet de l'Etat de catastrophe proposé par le Président, le Congrès a finalement approuvé une actualisation de la Loi d'Urgence nationale. Cette nouvelle loi, valable pour les trois prochains mois, offrira au Ministère de la santé une rallonge budgétaire pour les hôpitaux de 233 MUSD et des facilités d'achat de médicaments. Des risques notamment sur la surfacturation de médicaments et le manque de transparence pèsent sur l'exécutif qui devra passer par le portail d'appel d'offres Guatecompras pour l'ensemble des acquisitions. De plus, la vaccination cessera d'être centralisée, permettant à des pharmacies et aux centres médicaux des endroits les plus reculés d'accélérer la campagne vaccinale. Le principe d'une loi sur la concurrence, en souffrance au Congrès depuis des décennies, est ressorti face aux critiques sur le prix des médicaments et l'absence de processus transparent et efficace d'achats.

L'association française Relais & Châteaux intègre un deuxième établissement guatémaltèque à son réseau hôtelier d'excellence. La Villa Bokéh située à La Antigua, cœur touristique du pays, rejoint la Casa Palopo du même groupe comme fer de lance de la nouvelle stratégie du groupe Relais & Châteaux de se développer en Amérique

latine. Le groupe compte désormais cinq hôtels en Amérique centrale (dont trois au Costa Rica) et 33 en Amérique latine.

3. Honduras

Le Ministère des finances a remis au Congrès le Budget 2022 prévoyant un objectif de recettes budgétaires de 4,9 Mds USD (118,7 Mds HNL) soit une hausse de 19%. Le Ministre des finances s'est empressé de préciser que cette forte hausse ne serait pas la résultante d'une augmentation des impôts mais d'une meilleure collecte fiscale espérée, notamment s'agissant de l'impôt sur le revenu. Certains économistes voient en cette annonce un acte politique en vue des élections générales de novembre, estimant impossible une telle hausse de la collecte alors que le pays se relève difficilement de la crise sanitaire. Les 12,9 Mds USD (308 Mds HNL) de dépenses du budget 2022 seraient financées à 81% par les ressources internes, 11% grâce à la dette émise sur le marché domestique et 7% de dette extérieure.

4. Nicaragua

Le Conseil Suprême électoral a présenté la liste définitive des candidats à l'élection présidentielle de novembre marquée par l'absence des principales forces d'opposition, dont les dirigeants ont tous été arrêtés ou

rendus inéligibles. Depuis le 28 mai, 36 opposants politiques ou de la société civile ont été emprisonnés par le régime gouvernemental. Dès lors favori à sa réélection, le couple Ortega-Murillo sera « opposé » à six candidatures annoncées formées de duos mixtes de partisans du régime sandiniste ou de petits partis locaux. La Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a exigé la libération des prisonniers politiques et l'assurance d'un vote sans intimidation, de violence ou d'ingérence. Les élections du 7 novembre prochain permettront de connaître le nom du nouveau président mais aussi des 92 nouveaux députés de l'Assemblée nationale et 20 représentants au Parlement Centroaméricain.

5. Nicaragua

Le Panama connaîtra la croissance économique la plus importante de la région en 2021. La Cepal analyse le boom économique prévu pour 2021 à l'aune de la récession historique qu'a connu le Panama en 2020. Selon la Cepal, on estime une croissance du PIB de 12% en 2021, qui s'explique 1/par un effet statistique dérivé de la forte baisse du PIB en 2020, et 2/par la levée de mesures de restrictions qui furent des plus strictes de la région. La Cepal rappelle que 80% de l'économie panaméenne repose sur les services, qui pour beaucoup dépendent d'une interaction physique, inexistante en temps de

pandémie. Ainsi la levée des mesures barrières a permis un rebond conséquent des activités de services et mécaniquement, permet de favoriser la croissance économique.

Le Panama à la 29^e place sur 110 juridictions dans le classement relatif au risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Préparé par l'Institut de Bâle et publié chaque année, le classement du risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, qualifie le Panama par un risque moyen et une note de 6 sur 10. A titre de comparaison, le pays le plus risqué en termes de blanchiment d'argent est Haïti avec un score de 8,49 et le pays le moins risqué est Andorre avec une note de 2,73. L'Institut de Bâle cherche à montrer que depuis quelques années, les vulnérabilités sont de plus en plus du côté des secteurs non financiers. Les cabinets d'avocats et agences immobilières sont par exemple très exposés au risque de blanchiment d'argent, et font l'objet d'une attention particulière de l'Institut de Bâle.

Une relance de l'emploi à court terme est peu probable. Dans son étude « Evolution, situation et perspectives du marché du travail », l'universitaire René Quevedo, souligne les difficultés d'une reprise de l'emploi dans les prochains mois. Bien que le délai de la suspension des contrats de travail arrive à son terme en octobre prochain, il n'en demeure pas moins que beaucoup de contrats ne seront pas réactivés tant que l'économie panaméenne n'aura pas retrouvé ses niveaux atteints avant pandémie. Selon l'universitaire, le Panama a adopté la politique de restriction de mobilité la plus sévère au monde, et a ainsi

payé un coût socioéconomique le plus élevé : -17,9% de croissance, et perte de 289 000 emplois, soit 15% de sa force de travail. La réduction de 289 000 emplois dans une économie qui génère 45 000 emplois par an (2014-2019) implique qu'il faudra plus de 6 ans pour récupérer les emplois perdus en 2020, explique René Quevedo. L'universitaire insiste sur la brèche existante avant pandémie, qui depuis s'est renforcée, entre l'emploi salarié privé et l'emploi public. En effet, alors que l'emploi privé a été le plus touché, avec une perte des emplois qui atteint 37% et 33% de contrats suspendus (dont 12% sont toujours aujourd'hui suspendus), la masse salariale de l'État a au contraire augmenté de 24%. En termes de perspectives à court terme, selon Quevedo, l'économie en 2021 sera essentiellement portée par les exportations de cuivre et la relance du commerce international. En revanche, les activités économiques internes, dont 70% des emplois sont en présentiel, resteront conditionnées aux mesures de restrictions de mobilité. A moyen-long terme, un programme d'investissement public massif dans les infrastructures aurait un impact énorme sur la création de nouveaux emplois directs et indirects, néanmoins, sa mise en œuvre dépend de la disponibilité budgétaire de l'État panaméen, qui semble pour le moment, assez faible.

Etre sur les listes provoque une chute des investissements étrangers pour le Panama. Otto Wolfschoon, le nouveau Président de l'Association Bancaire de Panama (ABP), évoquant les conditions de la relance économique pour le pays, indique que le

principal obstacle à cette réactivation est celui de la permanence du Panama sur les listes. Selon lui, la pression internationale sur le Panama est en train de croître, et il fait notamment référence à la récente loi approuvée par l'Allemagne qui introduira à partir de 2022 des mesures fiscales défavorables aux relations commerciales avec des pays sur liste noire de l'UE, afin de témoigner de la menace à laquelle est exposée le Panama dans les prochains mois. La loi allemande pourrait notamment se généraliser à l'ensemble des pays européens. Le Président de l'ABP souligne qu'il est nécessaire pour le Panama de sortir des listes rapidement.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Le Président Luis Abinader, accompagné du ministre des Travaux Publics et des Communications, a inauguré le 11 septembre 2021 une série de projets d'infrastructure routière et hydriques d'une valeur de 2,4 Mds DOP. Ces travaux s'inscrivent dans la continuité du Plan de Développement Stratégique du Gouvernement de Luis Abinader. Ces investissements sont destinés aux provinces de Monte Cristi et Dajabón afin de faciliter la connectivité routière des municipalités du Nord-Ouest du pays.

Le Conseil économique et social (CES) a conclu ce 15 septembre 2021 le deuxième cycle de dialogue sur les douze réformes annoncées par le Président Luis Abinader. Au cours de la réunion, le Président Abinader a présenté cinq propositions de réforme constitutionnelle, dont l'exclusion du Procureur Général de la République du Conseil National du pouvoir judiciaire ; la modification du Conseil National de la Magistrature ; le renforcement de l'indépendance du Ministère public ; l'amélioration du système électoral ; et, la consolidation de la Chambre des Comptes et du Bureau du Contrôleur général de la République. La prochaine réunion se tiendra le 6 octobre 2021

2. Cuba

Le président cubain se rendra au Mexique en visite officielle. Le Président cubain, Miguel Díaz Canel, a accepté une invitation du Président mexicain pour effectuer une visite officielle à ce pays. Le ministère des affaires étrangères mexicain a confirmé la participation du Président cubain aux fêtes pour le 211ème anniversaire du début de l'indépendance de Mexique, prévue le 16 septembre 2021. A cette occasion, il participera également au sixième sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac), qui se tiendra le 18 septembre prochain à Mexico. Il s'agit de la troisième visite officielle au Mexique du

président cubain, depuis son accession à la présidence de Cuba en 2018.

La compagnie aérienne canadienne Sunwing Airlines annonce son retour à Cuba. Dans un contexte d'assouplissement des conditions d'entrée à Cuba (à partir du 15 novembre 2021), la compagnie arienne **Sunwing Airlines** relancera, à partir du mois d'octobre, des vols hebdomadaires vers les destinations touristiques de Varadero (200Km de La Havane) et Cayo Coco (station balnéaire située à 500 km à l'est de la capitale). Le service sera offert depuis plusieurs villes canadiennes, dont Montréal, Toronto, Calgary et Edmonton. Au cours de l'hiver 2022, d'autres villes de départ canadiennes et destinations cubaines pourraient être ajoutées afin de répondre à l'évolution de la demande des visiteurs canadiens sur l'île. Depuis 2005, Sunwing offre un service direct à partir de nombreux aéroports canadiens vers l'île. Le Canada était, avant la pandémie, le premier émetteur de touristes étrangers sur l'île, avec plus d'un million de touristes les dernières années.



Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 14 septembre 2021</i>	Part de la population ayant reçu une dose de vaccin contre le COVID-19 <i>Dernier point connu</i>
Costa Rica	496 736 <i>Décès : 5 851</i>	61,19% <i>(13/09)</i>
Cuba	761 060 <i>Décès : 6 449</i>	62,14% <i>(12/09)</i>
Guatemala	515 756 <i>Décès : 12 795</i>	21,19% <i>(13/09)</i>
Haïti	21 271 <i>Décès : 596</i>	0,31% <i>(09/09)</i>
Honduras	353 641 <i>Décès : 9 370</i>	29,29% <i>(09/09)</i>
Jamaïque	76 987 <i>Décès : 1 736</i>	16,34% <i>(13/09)</i>
Nicaragua	13 025 <i>Décès : 202</i>	7,10% <i>(10/09)</i>
Panama	462 447 <i>Décès : 7 141</i>	65,56% <i>(14/09)</i>
El Salvador	99 701 <i>Décès : 3 043</i>	59,23% <i>(14/09)</i>
République dominicaine	353 887 <i>Décès : 4 020</i>	54,07% <i>(15/09)</i>

